

Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle

Serge Courville*

Cet article propose une lecture large du contexte dans lequel évolue la société rurale du Bas-Canada durant la première moitié du XIX^e siècle. Considérant le territoire détenu en seigneurie, l'auteur constate des changements qui suggèrent une évolution vers un nouveau type de société, de plus en plus marqué par la montée du fait urbain et industriel et de nouvelles articulations entre population, habitat, marché et industrie. Ces changements caractérisent surtout la région de Montréal où domine une importante ville-marché, mais on en retrouve aussi la trace ailleurs dans le territoire, ce qui mène à de nouvelles interprétations de l'économie et de la culture.

This article proposes a broader look at the context in which the rural society of Lower Canada evolved during the first half of the nineteenth century. When considering the seigneuries, the author discovered changes suggesting an evolution towards a new kind of society, which was increasingly affected by urban and industrial factors, and by new relationships between populations, habitats, markets and industry. These changes affected mostly the Montreal area, dominated by an important urban market, but one can also find them elsewhere in the province. This brings to light new interpretations of its economy and culture.

Dans ses *Ecrits sur l'Histoire*, Fernand Braudel a défini la géographie comme « l'étude de la société par l'espace »¹. En histoire aussi l'espace est important : en effet, comment saisir la plénitude du rapport social sans questionner le rapport à l'espace, c'est-à-dire les expressions spatiales de la vie collective et les signes qu'offre l'espace de la vie en société? C'est ce que recherchaient autrefois les historiens des *Annales*²; c'est ce que recherchent encore aujourd'hui ceux qui, tout en s'intéressant aux permanences qu'ex-

* L'auteur est professeur au département de géographie et membre du Centre d'Etudes sur la Langue, les Arts et les Traditions populaires (CELAT), Université Laval. Ce texte est une version révisée d'une communication préparée pour le Séminaire scientifique du CELAT de janvier 1986. Il a bénéficié des commentaires de mes étudiants gradués qui, pendant plusieurs mois à l'automne et à l'hiver 1985-1986, ont nourri de leurs réflexions stimulantes mon séminaire de géographie historique, et de ceux de mes collègues historiens Jacques Mathieu, Jean-Claude Robert et Normand Séguin qui ont bien voulu en lire les ébauches. Enfin, je dois au professeur F.F. Mendels de l'Université de Genève de précieuses suggestions qui m'ont été des plus utiles dans la révision finale de mon texte. Que tous reçoivent ici mes plus sincères remerciements.

1. Fernand Braudel, *Ecrits sur l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 172.

2. Encore que la diversité ici ait été de règle. A ce sujet, voir Alan R.H. Baker, « Reflexions on the Relations of Historical geography and the Annales School of History », Alan R.H. Baker et Dereck Gregory, *Explorations in Historical Geography, Interpretative Essays*. Cambridge, Cambridge University Press, 1984, pp. 1-27.

priment les territorialités³ vécues à l'échelle de l'aire domestique⁴, s'interrogent aussi sur le contexte plus global dans lequel ces permanences s'inscrivent. Toutefois, malgré l'élargissement des problématiques et les rapprochements de toutes sortes accomplis depuis quelques années entre les disciplines, on est loin encore de cet heureux mariage où tout se rejoindrait et s'intégrerait parfaitement. On en a un exemple avec la recherche sur le Bas-Canada. Réalisée souvent à partir de matériaux très riches d'analyse, elle renvoie parfois des images qui négligent les signes de croissance que donne la campagne, faisant des permanences observées des absolus qui nuisent à la saisie de la plénitude évoquée autrefois par Braudel et même à la compréhension de la culture du groupe humain observé⁵.

Certes, des perspectives ont changé et les connaissances progressent, mais trop peu encore pour que l'on puisse oser une synthèse qui donnerait une vue nouvelle de la vie des campagnes. D'une part parce que le problème est complexe, d'autre part parce qu'il n'est pas facile de saisir le contexte dans lequel s'inscrivent les phénomènes étudiés. Parce qu'elle s'intéresse à l'espace et « aux créations de la vie collective »⁶, la géographie peut contribuer à la saisie de ce contexte. C'est le sens de cet article, qui propose une lecture large du monde rural québécois à travers les signes de croissance que donne le territoire détenu en seigneurie à un moment où tout semble vouloir compromettre le développement harmonieux des campagnes.

I — HYPOTHESE ET CADRE D'ANALYSE

Qui ne connaît cette aquarelle de Kriehoff (1852)⁷ présentant un intérieur domestique, où l'épouse est occupée à la fabrication d'un chapeau pendant que le mari la regarde flanqué des enfants qui s'amusent? Cette image, déjà symbolique, rappelle le temps où la culture québécoise se résumait à une affaire de quadrilles et d'artisanat domestique. Comme beaucoup d'autres qui viendront par la suite, elle donne une vision nostalgique de la vie de nos ancêtres, qui ramène à des finalités purement domestiques des faits qui ont peut-être obéi à d'autres logiques. Car c'est bien là le problème : en dépit des indications récentes de la recherche, notamment sur la culture matérielle⁸, quand on aborde le XIX^e

3. La notion de territorialité a déjà été présentée ailleurs. Elle est l'expression géographique des stratégies que les individus, les communautés ou les collectivités mettent en œuvre pour s'assurer la maîtrise des espaces qu'ils occupent ou exploitent. Voir Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Librairies techniques (Litéc), 1980, 249 p.; Robert David Sack, *Human Territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, 254 p.

4. Sur la notion d'aire domestique, voir Serge Courville, « Espace, territoire et culture en Nouvelle-France : une vision géographique », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 37, no 3, (1983), pp. 417-29.

5. Car le problème ici n'est pas que technique ou économique, il est aussi sociologique et culturel. On a abusé, dans l'histoire du Québec, de la notion d'isolat qui gomme les échanges de toutes sortes qui s'établissent entre les communautés locales et le monde extérieur et qui ont parfois d'importants effets sur le plan culturel. Pour une discussion de ces rapports, même dans les sociétés dites fermées, on relira avec profit les textes colligés par Georges Friedmann (éd.), dans *Villes et campagnes, Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Paris, Librairie Armand Colin, 1953, 480 p.

6. F. Braudel, *Écrits sur l'Histoire...*, p. 173.

7. *Archives Nationale du Canada*, Division de l'iconographie, mic. 11224.

8. Voir, entre autres, Jean-Pierre Hardy, Gilles Paquet, David-Thierry Ruddel, Jean-Pierre Wallot et alii, *Material Conditions and Society in Lower Canada — Civilisation matérielle au Bas-Canada*, Ottawa, Bulletin d'histoire de la culture matérielle, 17, Musée national de l'Homme, 1983, 152 p. Pour une idée des changements qui s'opèrent dans certaines disciplines, voir aussi Lucille Guilbert, « Mémoires officielles, mémoires officieuses : construction d'une identité personnelle et collective », dans Jacques Mathieu (éd.), *Étude de la construction de la mémoire collective des Québécois au XX^e siècle, approches multidisciplinaires*, Québec, CELAT, Cahiers du CELAT, 5, novembre 1986, pp. 63-69.

siècle québécois, on le fait encore souvent en référence à un contexte qui n'est qu'à demi celui de cette société. Même dans les écrits scientifiques on en retrouve la trace, agrippée à cette notion d'économie autarcique dont on n'a jamais vraiment vérifié les fondements⁹. Mais peut-être faut-il croire Thomas Kuhn quand il prétend que la science ne procède pas de façon linéaire, mais par des ruptures brusques qui rompent avec les systèmes de pensée précédents : seule une telle rupture pourra peut-être amener le changement de paradigme que suggère l'évolution de la recherche sur le Bas-Canada¹⁰.

En effet, de la notion de société rurale traditionnelle (et donc de culture rurale traditionnelle), qui renvoie à tout ce qu'il y a de plus stable dans la paysannerie québécoise de la première moitié du XIX^e siècle, il faudrait peut-être passer ici à une autre notion, beaucoup plus dynamique et surtout plus englobante du vécu des campagnes. Celle que nous proposons renvoie aux notions de proto-urbanisation¹¹ et de proto-industrialisation¹², non pas dans le sens de la grande urbanisation ou des versions extrêmes de l'hypothèse de Mendels, mais dans celle plus souple d'une montée du fait urbain et du fait industriel qui introduit des conditions nouvelles de croissance capable de transformer l'économie et le paysage des campagnes et d'entraîner une amélioration des niveaux et des conditions

9. C'est ainsi, par exemple, qu'à propos de l'agriculture pratiquée par l'habitant canadien certains auteurs ont généralisé à l'échelle du Québec des formes primitives d'activité retrouvées uniquement, soit dans des espaces spécifiques (par exemple, les marges de l'écoumène), soit dans des temporalités particulières (par exemple, les débuts de l'établissement sur une terre). Pour une discussion critique de certains de ces travaux, voir Louise Dechêne, « Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX^e siècle », dans Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot (éd.), *Evolution et éclatement du monde rural France Québec XVII^e-XX^e siècles*, Paris et Montréal, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et Presses de l'Université de Montréal, 1986, pp. 189-202.

10. Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Flammarion, 1983, 284 p. Simplement énoncé, un paradigme est une manière particulière de voir le monde qui a des incidences sur la méthode.

11. Par proto-urbanisation, nous entendons une étape dans la structuration du phénomène urbain, reliée à la montée de villages, de bourgs et de faubourgs qui accompagne la croissance urbaine et qui, en quelque sorte, la prépare. Tous ces établissements ne sont pas encore à ranger parmi les véritables centres urbains et beaucoup n'atteindront même jamais la taille des villes, mais par leur nombre et leurs fonctions, ils jouent un rôle déterminant dans la socio-économie des campagnes. Nés de l'expansion croissante de l'économie de marché dans le territoire, et en interaction étroite avec elle, ils sont l'un des lieux privilégiés de la vie d'échange et l'un des lieux recherchés de localisation des industries rurales. Plusieurs deviendront même avec le temps des milieux favorables à l'éclosion urbaine.

12. La notion de proto-industrialisation est connue. Présentée déjà comme « l'industrie avant l'industrialisation », elle est due à Franklin F. Mendels qui l'a introduite dans ses travaux sur la Flandre, en interprétant la montée des industries rurales comme une étape préalable essentielle du processus d'industrialisation et qui a transformé l'économie et les paysages agricoles. Reçue comme une contribution majeure susceptible de faire progresser le débat sur le passage du féodalisme au capitalisme (sur ce débat, voir Maurice Dobb et Paul-M. Sweezy, *Du féodalisme au capitalisme : problèmes de la transition*. Paris, François Maspéro, 1977, 2 vols.), elle a largement pénétré le milieu scientifique, suscitant en même temps de nombreuses thèses aux aspects parfois très formalisés, et en certains cas contradictoires. Voir, entre autres Franklin F. Mendels, « Proto-Industrialization : The First Phase of the Industrialization Process », *The Journal of Economic History*, 32, (1972), pp. 241-61; *idem*, « Les temps de l'industrie et les temps de l'agriculture. Logique d'une analyse régionale de la proto-industrialisation », *Revue du Nord*, LXIII, no 248, (1981), pp. 21-33; *idem*, « Des industries rurales à la proto-industrialisation : historique d'un changement de perspective », *Annales E.S.C.*, 39, no 5, (1984), pp. 977-1008. Voir aussi Pierre Léon, *Histoire économique et sociale du monde*, vol. 3, *Inerties et révolution 1730-1840*. Paris, Armand Colin, 1978, 620 p.; P. Kriedte, H. Medick, J. Schlumbohm, *Industrialization before Industrialization*, Cambridge et Paris, Cambridge University Press et Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981; Charles Tilly, « Flows of Capital and forms of industry in Europe, 1500-1900 », *Theory and Society*, 12, no 2, (1983), pp. 123-142; Patrick Verley, *La révolution industrielle, 1760-1870*, Paris, MA Editions, 1985, 269 p.

de vie¹³. Cette idée d'une société rurale proto-urbaine et proto-industrielle n'est sans doute pas à retenir pour tout le territoire; elle ne vaut peut-être même que pour le milieu du XIX^e siècle. Mais comme elle ouvre des perspectives larges d'analyse, elle paraît mieux convenir que les images accoutumées du folklore pour traduire la réalité économique et sociale de l'époque.

On voit tout de suite l'ampleur du problème qui nous confronte. Pour que l'on puisse vraiment prétendre à ce genre de société dans le Bas-Canada, il faudrait pouvoir disposer des données pour ce faire. Or, il n'existe pas beaucoup d'études sur l'origine du phénomène urbain au Québec¹⁴, quant aux recherches sur l'industrialisation des campagnes, elles restent tout aussi rares¹⁵. C'est donc encore l'agriculture qui attire et avec elle, les genres de vie qu'elle génère. Sans doute les problématiques font-elles de plus en plus place aux rapports villes-campagnes, à la montée de l'économie de marché et des industries rurales, mais sans cette quête des liens parfois très étroits qui s'établissent entre marché, population, agriculture et industrie et qui sont au cœur des débats sur la proto-industrialisation¹⁶. Peut-être parce que les thèses formulées par certains théoriciens souffrent de lacunes qu'ont signalées des auteurs comme Clarkson et Houston et Snell¹⁷, mais peut-être aussi parce que la recherche ici est encore trop tributaire de ses anciens paradigmes. Quoi qu'il en soit, c'est dans les moyens nouveaux qu'elles offrent de saisir un contexte que les notions de proto-urbanisation et de proto-industrialisation trouvent leur principal intérêt; c'est en ce sens surtout que nous les retiendrons dans ce texte.

13. Rappelons que selon l'hypothèse de la proto-industrialisation, les niveaux et conditions de vie ne s'améliorent pas. Au contraire, certains auteurs parlent même d'appauvrissement, qui favorise l'apparition d'un prolétariat rural préparant le prolétariat urbain. Toutefois, comme les situations locales ou régionales demeurent très diverses et qu'il faut aussi prendre en compte les stratégies du ménage, la question pour nous reste ouverte.

14. Par origine du phénomène urbain, il faut entendre une histoire beaucoup plus large que celle des villes, qui nous est mieux connue, en tout cas pour certaines d'entre elles. L'une des premières études à avoir posé le problème pour le Québec est celle, déjà ancienne, de Louis Trotier, « La genèse du réseau urbain du Québec », *Recherches sociographiques*, IX, no 1-2, (1968), pp. 23-32, que complète celle de W.H. Parker, « The Towns of Lower Canada in the 1830's », dans Beckinsale et Houston, *Urbanisation and its problems (...)*, Oxford, Basil Blackwell, pp. 391-425. Mais on en trouve aussi des éléments dans Jean-Paul Martin, *Villes et régions du Québec au XIX^e siècle : approche géographique*, thèse de doctorat, Strasbourg, 1977 et John McCallum, *Unequal Beginnings : Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario Until 1870*. Toronto, Toronto University Press, 1980.

15. Il en existe, pourtant. A ce sujet, voir Normand Séguin et François Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*. Actes du colloque franco-québécois de Québec (1985). Trois-Rivières, Centre de recherches en Etudes québécoises, 1987, 416 p.; Roch Samson, « Une industrie avant l'industrialisation : le cas des Forges du Saint-Maurice », *Anthropologie et Sociétés*, 10, no 1, (1986), pp. 85-107.

16. Contrairement à Mendels par exemple qui, pour qualifier une situation de proto-industrielle, introduit diverses conditions (présence d'industries rurales, débouchés extérieurs et symbiose agriculture-industrie, le tout observé dans un cadre régional), Tilly a une approche plus large, ne s'en tenant qu'à la croissance des activités manufacturières atomisées dans de petites unités de production, sans cette symbiose agriculture-industrie et ces débouchés extérieurs dont parle Mendels (Samson, *Une industrie...*, p.87). En fait, le débat est plus apparent que réel car s'il y a une croissance de l'activité industrielle dans les campagnes, c'est qu'il y a un ou des marchés à satisfaire, et des liens entre population, main-d'œuvre et industrie. Quant aux revenus que tire le paysan de sa production industrielle ou aux liens qui unissent l'agriculture à l'industrie, ils sont plus complexes à démontrer. Mais si l'on ne peut toujours parler de liens formels, le contexte les favorise, encourageant la diffusion du savoir technique et créant un terrain favorable à la transformation de l'agriculture. Jusqu'où? Là est le problème.

17. L.A. Clarkson, *Proto-Industrialization : The First Phase of Industrialization?* Houndmills, Basingstoke, Hampshire et Londres, Macmillan Publishers Ltd, 1985 (Studies in Economic and Social History, Economic History Society), 71p.; Rab Houston et K.D.M. Snell, « Proto-Industrialization? Cottage industry, social change, and industrial revolution ». *The Historical Journal*, 27, no 2, (1984), pp. 473-92.

II — LA CONTEXTUALITE QUEBECOISE

Considérant l'espace observé (l'aire seigneuriale), voyons dans quelle mesure on retrouve au Bas-Canada un contexte renouvelé. Voyons aussi dans quelle mesure ce contexte favorise l'agriculture. Enfin, voyons dans quelle mesure tout cela affecte le genre de vie des ruraux.

Le territoire d'observation

Le territoire retenu pour notre exploration étant vaste, la première question à poser est celle des espaces d'observation : dans quels contextes observer la société seigneuriale? La question est d'autant plus pertinente qu'elle renvoie à la notion de région qui, pour certains auteurs, constitue un cadre essentiel d'analyse¹⁸.

Les géographes ont beaucoup discuté de cette notion¹⁹. Sans reprendre tous les débats auxquels ce questionnement a conduit, rappelons qu'il s'agit d'un terme encore mal défini, parce que très répandu dans le langage, et utilisé pour traduire des réalités différentes, d'ordres ou d'échelles différents. La pratique en géographie a été de distinguer entre différents types de régions, selon la réalité observée, ou selon les volontés d'action face à cette réalité. Reviennent donc, dans cette discipline, des expressions comme « région naturelle », « région historique », « région-plan », et surtout « région-centre » ou « région polarisée », quand la problématique est économique et urbaine²⁰.

Vu dans son ensemble, le Bas-Canada peut être considéré comme une « région », c'est-à-dire un sous-ensemble d'un ensemble plus vaste, où se décèlent déjà, vers le milieu du XIX^e siècle, des sous-régions historiques (la Beauce...), des sous-régions économiques (les pays forestiers, les pays céréaliers...), et des sous-régions polarisées (celles de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières à l'échelon supérieur, et celles que contribuent déjà à structurer, à l'échelon inférieur, de gros bourgs urbains comme Berthier, l'Assomption,

18. C'est le cas notamment chez Mendels, pour qui l'analyse doit avoir pour cadre une région dont la production est tout entière destinée à l'extérieur. Car il ne suffit pas ici de constater le nombre de producteurs engagés dans l'industrie ou dans les productions artisanales destinées à l'industrie, encore faut-il que ces producteurs soient insérés dans un processus large de production à destination de la ville ou du marché extérieur. Cela suppose une certaine organisation de la production et des marchés et, d'un point de vue géographique, une certaine intégration de l'espace.

19. Voir, entre autres, l'ouvrage de Paul Claval *Régions, Nations, Grands espaces; Géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, Editions M.Th. Genin, Librairies Techniques, 1968, 837 p.

20. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'échelle continentale, le Québec tout entier a pu paraître une région, parce que son peuplement est différent, sa langue et sa culture sont différentes, ses systèmes sociaux sont différents... On l'a vu alors comme une région historique pouvant servir de terrain à l'étude de la culture, ou comme un sous-ensemble d'un ensemble plus vaste tel que défini déjà par Albert Faucher, *Québec en Amérique au XIX^e siècle*. Montréal, Editions Fides, 1973, 247 p. Mais en même temps, on a aussi retenu le vocable pour décrire les sous-ensembles que comprend le territoire québécois : régions historiques et personnalisées de Blanchard (la Mauricie, la Gaspésie...), que valorisent les études de folklore et qui ont encore une large audience en histoire et en géographie (on en jugera par la place qu'occupent encore aujourd'hui les études de Blanchard en histoire régionale et dans la pensée géographique québécoise; pour une discussion de l'œuvre de Blanchard, voir Serge Courville et Normand Séguin, « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique », *Cahiers de Géographie du Québec*, numéro spécial, « La géographie du Québec cinquante ans après Raoul Blanchard », 30, no 80, (1986), pp. 293-98; régions-centres ou régions polarisées de Montréal, Québec, Trois-Rivières... qui relèvent de problématiques d'un autre ordre; ou encore régions économiques homogènes qui spécifient la vocation de certains secteurs géographiques plus particulièrement avantagés sur le plan naturel (ex. la vallée du Richelieu, perçue comme « région céréalrière »).

Terrebonne, Sorel, Saint-Jean (Dorchester), Saint-Hyacinthe...). Mais cela étant, et si l'on veut mieux saisir la dynamique de croissance de cette « région » à l'époque, il y aurait lieu aussi de distinguer entre *un espace central* (l'axe du Saint-Laurent²¹, dont le foyer économique principal est la grande « région » de Montréal et le foyer secondaire, celle de Québec), où l'économie est plus intégrée (rapports villes-campagnes, articulations diverses entre villages, marché, agriculture et industrie), et *des espaces périphériques* (Outaouais, Haute Mauricie, Saguenay, Gaspésie...), où l'économie est plus directement reliée à l'exploitation primaire des ressources.

Notre lecture s'intéresse à tous ces espaces, mais avec une focalisation particulière sur l'axe laurentien et surtout la grande région de Montréal qui demeure le secteur géographique le plus peuplé et le cœur économique du Bas-Canada. Ailleurs, les choses paraissent moins tranchées, en raison d'une ruralité plus dominante. Mais même là des traits s'affirment, qui marquent les secteurs proches des villes.

Le contexte institutionnel

Premier aspect du problème : le contexte institutionnel, en pleine mutation à l'époque. Contrairement à la situation qui prévaut ailleurs dans le Bas et le Haut-Canada, le territoire observé présente des particularités institutionnelles qui rappellent la vieille féodalité européenne.

Ce n'est pas ici la place de discuter par le menu ces particularités. Rappelons seulement que durant la première moitié du XIX^e siècle l'institution seigneuriale est encore, avec la paroisse, une institution présente et que si elle diffère de l'ancienne seigneurie française, elle impose néanmoins ses contraintes. Elle les imposera jusqu'en 1854, année de son abolition ou plutôt de sa réforme, car si l'habitant obtient la propriété directe de sa terre (jusqu'à là il n'en avait que la propriété utile), il doit encore payer une rente constituée au seigneur.

Les raisons de cette disparition sont nombreuses²². Toutefois, pour peu que l'on puisse en juger par la documentation et les études disponibles, elle semble due, moins aux oppositions des censitaires (croissantes pendant la période²³), qu'aux freins qu'elle impose au développement économique. La montée de l'industrie rurale, les prétentions des seigneurs sur la propriété des cours d'eau (donc du pouvoir hydraulique), les sommes qu'il faut payer en lods et ventes pour l'acquisition des terrains nécessaires à l'implantation des entreprises et bientôt des lignes de chemin de fer..., sont autant de facteurs qui en précipitent la fin. Mal adaptée aux changements économiques en cours, et en dépit du rôle qu'elle peut

21. Dont le rôle comme voie de passage et voie de peuplement est bien connu, mais dont le rôle comme artère de vie et axe polarisant de la vie de relation est beaucoup moins bien défini. Esquissée déjà par Jean Hamelin et Jean Provencher pour le XVIII^e siècle, « La vie de relation sur le Saint-Laurent entre Québec et Montréal, au milieu du XVIII^e siècle », *Cahiers de Géographie de Québec*, 11, no 23, (1967); pp. 243-52, la question fait actuellement l'objet d'une enquête appliquée au XIX^e siècle, et associant Normand Séguin, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Jean-Claude Robert, de l'Université de Montréal, et moi-même.

22. A ce sujet, voir Jean-Pierre Wallot, « Le régime seigneurial et son abolition au Canada », *Canadian Historical Review*, L, no 6, (1969), pp. 367-93.

23. Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*. Montréal, Éditions Fides, rééd. 1971, 2 vol.; voir aussi Serge Courville, « Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831 : méthodologie d'une recherche », *Cahiers de Géographie de Québec*, 27, no 70, (1983), pp. 43-61 et Colette Michaud, *Les censitaires et le régime seigneurial canadien (1791-1854). Étude des requêtes anti-seigneuriales*, thèse de Maîtrise (Histoire), Université d'Ottawa, 1982.

jouer parfois dans l'essor de l'économie locale (beaucoup de seigneurs se convertissent alors à l'industrie rurale ou en favorisent l'implantation dans leur fief²⁴), la seigneurie apparaît comme une institution d'un autre âge, incapable de soutenir les initiatives du grand capitalisme. Elle finira donc par disparaître et avec elle, les contraintes qu'elles faisait peser sur le développement économique. Elle sera remplacée par le régime municipal, dont l'implantation s'amorce dans les années 1840²⁵.

La croissance démographique

Le deuxième élément à considérer concerne la croissance démographique qui, par delà les pressions qu'elle exerce sur les ressources, peut aussi contribuer à créer des conditions favorables à l'expansion économique. Brossons-là elle aussi à grands traits : en 1815, la population du Bas-Canada compte environ 335 000 habitants, répartis pour l'essentiel dans le territoire seigneurial et dans les campagnes. En effet, bien que l'arpentage des terres de la Couronne en cantons soit depuis longtemps amorcé, très peu de ces nouveaux territoires sont peuplés, à l'exception des secteurs où sont venus s'établir les Loyalistes au lendemain de la Guerre d'Indépendance américaine. Entre 1815 et 1831, les effectifs augmentent à 512 000 habitants dont plus de 80 % sont ruraux. En 1840, ils se chiffrent à plus de 600 000 habitants dont 500 000 environ vivent à la campagne; le peuplement cette fois déborde plus franchement dans le territoire des cantons, mais dans des proportions qui avantagent encore l'aire seigneuriale. En 1851, ils atteignent presque les 900 000 habitants, dont la grande majorité vivent encore dans les basses-terres et dans les seigneuries.

De toutes, c'est la plaine de Montréal qui apparaît la plus peuplée, réunissant à elle seule plus de la moitié des ruraux, situation qui prévaut jusqu'aux années 1830. Par la suite, et en dépit de gains encore imposants, elle verra sa position relative diminuer, en raison de la croissance enregistrée dans les régions de Québec et de Trois-Rivières. En 1831, ces dernières ne cumulaient encore que le tiers et le douzième de la population environ; entre 1830 et 1850, elles verront leurs effectifs plus que doubler, débordant partout où s'active l'exploitation forestière²⁶.

A première vue donc, et même s'il reste encore des terres inoccupées dans les seigneuries, tout laisse croire en une détérioration sensible du rapport population/ressources, notamment dans les vieilles paroisses riveraines, les plus densément habitées à l'époque. A l'analyse, toutefois, des nuances s'imposent car si en pourcentage le rapport population urbaine/population rurale varie peu entre 1815 et 1851 (tableau 1), dans les faits on assiste à une croissance notable de la population urbaine et à une croissance non moins remarquable de la population villageoise. En même temps, on remarque une augmentation du nombre d'agglomérations que compte l'aire seigneuriale et une transformation du profil socio-professionnel des côtes, qui se traduit par une redéfinition du nombre d'effectifs réels qui

24. Serge Courville, « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec, 1815-1851 », dans Séguin et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp.205-19.

25. Pour les grandes lignes de cette implantation au Québec, voir Julien Drapeau, *Histoire du régime municipal au Québec*. Québec, ministère des Affaires municipales, 1967, 53p.

26. Pour une synthèse des grands mouvements de population au Québec, voir Serge Courville, « Le développement québécois : de l'ère pionnière aux conquêtes post-industrielles », dans *Le Québec Statistique, Édition 1985-1986*, Québec, Les Publications du Québec, (1985), pp. 37-55. Pour une saisie des rapports entre peuplement et exploitation forestière, voir René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie, 1830-1930*. Montréal, Boréal Express, 1984; Normand Séguin (éd.), *Agriculture et colonisation*. Montréal, Boréal Express, 1980, et Normand Séguin, *La conquête du sol au XIX^e siècle*. Trois-Rivières, Boréal Express, 1977.

déclarent l'agriculture comme activité et source principale de revenus. Enfin, même à l'intérieur des ménages paysans, on constate des changements qui ne sont pas sans effets sur l'apport attendu de la ferme. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que dans ces vieilles paroisses riveraines le nombre d'arpents cultivés par individu dans le ménage soit plus élevé qu'ailleurs, en dépit de plus faibles superficies occupées²⁷. En raison, sans doute, d'un processus de reproduction sociale qui, pour éviter l'érosion du patrimoine familial, encourage l'établissement des enfants en surnombre sur d'autres terres²⁸, mais aussi d'une croissance de l'économie qui accroît et diversifie les besoins en main-d'œuvre. Toutefois, il reste que, appréhendée globalement, la population, dans l'axe laurentien, est plus nombreuse qu'ailleurs, définissant un long couloir de peuplement aux conditions particulières de croissance. En effet, c'est là, dans cette mince bande riveraine, que le phénomène urbain s'exprimera bientôt avec le plus d'intensité, accompagné d'une croissance villageoise non moins remarquable, et d'une croissance tout aussi intense des industries rurales qui augmentent non seulement en nombre mais en variété.

Tableau 1 La population du Bas-Canada (1815-1851)

	1815	1831	1851	Variation en % (1815-51)
Pop. urbaine*	37 000	57 726	114 438	+ 209.29
Pop. rurale	298 000	454 191	775 823	+ 160.34
% seigneurie	n.d.	85.30	77.51	
% cantons	n.d.	14.70	22.49	
Pop. totale	335 000	511 917	890 261	+ 165.75
% urbaine	11.04	11.28	12.85	
% rurale	88.96	88.72	87.15	

* Ne comprend que les agglomérations identifiées comme cités et villes dans les sources.

Sources : Joseph Bouchette, *Description topographique de la Province du Bas-Canada...*, Londres, 1815; Recensements du Canada, *Retours statistiques de la Province du Bas-Canada, 1831* (version manuscrite et copie agrégée); Recensements du Canada, *Recensements des Canadas pour 1851-52* (version manuscrite et copie agrégée).

La croissance urbaine

Par tradition sans doute, mais peut-être aussi par une conception restreinte de la ville, on a pris l'habitude de réserver ce vocable aux établissements de Québec, Trois-Rivières et Montréal, comme s'il s'agissait des seules villes que comprenait alors la vallée du Saint-Laurent. D'autres pourtant en acquièrent le statut pendant la période : Sorel, entre autres,

27. Serge Courville, « Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada. Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century ». *Canadian Papers in Rural History*, V, (1986), pp. 121-49.

28. Ce qui explique non seulement les courants migratoires de l'époque (notamment vers les fronts pionniers de l'intérieur), mais aussi certaines pratiques maritales, par exemple le mariage avec une femme plus âgée (une veuve très souvent), qui détient une terre. C'est le cas dans certaines vieilles paroisses des environs de Québec, où l'on observe ainsi beaucoup de couples où l'épouse est plus âgée que le conjoint. Voir, entre autres, les listes nominatives du recensement de 1851 pour la paroisse de Charlesbourg. Pour une discussion plus détaillée des modes de reproduction sociale de la paysannerie québécoise au Québec, voir Gérard Bouchard, « Le système de transmission des avoirs familiaux et le cycle de la société rurale au Québec, du XVII^e au XX^e siècle », *Histoire sociale — Social History*, 16, no 31, (1983), pp. 35-60.

puis Saint-Jean (Dorchester) et Saint-Hyacinthe, qui restent sans doute de gros bourgs, mais dont la taille rappelle celle des petites villes. Toutes ces agglomérations n'ont évidemment pas les mêmes fonctions. En outre, selon leur localisation dans l'espace, leur rôle change dans le réseau d'établissements du Bas-Canada : Québec et Montréal dominant largement ce réseau et agissant comme villes-centres, Trois-Rivières comme centre régional, Sorel comme ville de garnison et porte d'entrée du Richelieu, Saint-Hyacinthe comme bourg d'intérieur, et Dorchester comme une étape, un relais, sur la route qui unit Montréal aux Cantons de l'Est et aux Etats-Unis voisins.

Toutefois, ce qu'il y a surtout lieu de constater ici, c'est la rapidité avec laquelle la population de ces établissements croît. En 1815, Québec et Montréal ne réunissent encore qu'une quinzaine de milliers d'habitants (15 000 à Montréal, 18 000 à Québec, selon Bouchette), contre 2 500 à peine à Trois-Rivières et 1 500 à Sorel; Saint-Hyacinthe compte entre 80-90 maisons et Dorchester, 80. Une quinzaine d'années plus tard, en 1831, Montréal compte près de 25 000 résidents, Québec, près de 30 000, Trois-Rivières, 3 500, et les trois autres environ un millier chacun. En 1851, Montréal en accueille près de 58 000, Québec, environ 42 000, et Trois-Rivières, un peu moins de 5 000. Quant aux autres agglomérations, elles en regroupent alors environ 3 000, sans compter les deux milliers que compte la « ville » de Terrebonne²⁹.

Si l'on ne peut parler encore de véritables centres urbains que dans le cas des anciennes villes-comptoirs que furent Montréal et Québec, devenues depuis d'importantes villes marchandes de plus en plus tournées vers l'industrie³⁰, il reste que la croissance urbaine s'accélère, ajoutant aux effectifs des grands centres une population de plus en plus nombreuse que double une croissance similaire dans le territoire des campagnes. En effet, pour bien comprendre le contexte dans lequel s'inscrit la croissance urbaine de la première moitié du XIX^e siècle dans le Bas-Canada, il faut aussi prendre en compte la montée des villages (entendre des hameaux et des bourgs), dont le nombre triple pendant la période. Leur rôle, sur le plan du changement économique et social, est tout aussi important que celui de la ville, puisque médiateur des rapports qui s'établissent alors avec celle-ci et avec l'extérieur, et qui en font un lieu privilégié d'apprentissage des valeurs et du travail urbains.

29. A titre de comparaison, rappelons que la plus grande ville du Haut-Canada en 1830 est Kingston, avec 4 000 habitants environ. Toronto n'en réunit guère plus, et Hamilton n'en compte encore que 1 400 en 1834. La montée du fait urbain dans l'interlac ontarien est donc postérieure aux années 1830. De fait, elle ne prend sa véritable ampleur que dans les années 1840-1850, favorisée à la fois par des facteurs d'ordres géographiques, économiques et sociaux (vastes reliefs ouverts sur fronts de lacs qui favorisent les échanges et l'apparition, de distance en distance, d'un plus grand nombre de grandes agglomérations; climat plus favorable; ressources financières plus abondantes, bénéficiant des liens de parenté et d'affaires avec l'Angleterre et les Etats-Unis; déplacement vers l'ouest de l'économie du blé...). Mais en 1850, la population de Toronto n'est encore que de 30 800 habitants, celle de Hamilton, de 14 000, et celle de Kingston, de 11 600. A ce sujet, voir Trotier, *La genèse...*, pp. 23s.; Jacob Spelt, « L'Ontario méridional », dans *Le Canada, une interprétation géographique*. Toronto, Methuen, 1968, p. 411, et McCallum, *Unequal Beginnings...*, 1980. Toutefois sur le plan des rapports villes-campagnes, le Haut-Canada présenterait plus tôt un meilleur bilan. Mais dans le Bas-Canada aussi la ville exerce ses influences, voir J.C. Robert, « Activités agricoles et urbanisation dans la paroisse de Montréal, 1820-1840 », dans Séguin, et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp. 91-100.

30. Encore que cette dernière situation soit plus caractéristique de Montréal que des autres villes. A ce sujet, voir Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*. Montréal, Boréal Express, 1979. Voir aussi David-Thierry Ruddel, *Quebec City, 1765-1831 : The Evolution of a Colonial Town*, thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1981.

Croissance villageoise et industries rurales

Il semble que ce ne soit pas avant la fin du XVIII^e siècle, début du XIX^e, que s'amorce le mouvement qui conduira à l'explosion villageoise de la première moitié du XIX^e siècle dans les seigneuries du Québec. En 1815, Bouchette³¹ en dénombre déjà une cinquantaine dans ce territoire, dont plus des trois quarts lui paraissent des fondations définitives. En 1832, il en signalera 136, dont 128 qu'il identifie comme « villages » ou « villes » (autres que Montréal, Québec et Trois-Rivières) et huit comme « débuts » ou « commencements » de villages. Toutes ces données sont en grande partie corroborées par les cartes que cet auteur réalise pour accompagner ses ouvrages, et par diverses autres sources dont les recensements de l'époque (agrégés et listes nominatives) qui, en dépit de leurs lacunes, révèlent l'existence de près de 210 noyaux villageois en 1831 et d'un peu plus de 250 en 1851³². Certains atteignent déjà une taille respectable (tableau 2) et à eux seuls ils accueillent entre le dixième et le cinquième de la population qui vit à la campagne, selon les époques³³.

Tous ces villages n'ont pas le même rôle ni les mêmes fonctions, mais à côté de ceux qui ne sont que de petits centres de services pour les campagnes environnantes, il y a aussi ceux qui participent plus pleinement à la vie d'échange et qui, en plus d'être des places actives de marché, sont de véritables lieux d'accueil pour les industries de la campagne. On le voit dans le nombre d'entreprises qui viennent s'y implanter et qui représentent, selon les régions, jusqu'au tiers, parfois plus, du nombre d'établissements recensés dans le territoire de la paroisse³⁴. On le voit aussi dans la composition de l'habitat villageois où, à côté des grands équipements de production, de commerce et de services que comprend le

31. Les travaux de Bouchette sont connus. Rappelons seulement que les œuvres auxquelles nous référons ici sont sa « Description topographique » du Bas-Canada parue en 1815, et son « Dictionnaire topographique » du Bas-Canada paru en 1832, qu'accompagnent deux cartes topographiques illustrant le contenu de ces ouvrages. Pour une présentation critique de ces sources, voir Serge Courville, « Esquisse du développement villageois au Québec : le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854 », *Cahiers de Géographie du Québec*, 28, no 73-74, (1984), pp. 9-46; voir aussi Claude Boudreau, *L'analyse de la carte ancienne, essai méthodologique : la carte du Bas-Canada de 1831 de Joseph Bouchette*, Québec, Université Laval, Rapports et mémoires de recherche du CELAT, no 7, décembre 1986, 169 p., ill.

32. En fait, il ne s'agit ici que d'une évaluation minimale du nombre de hameaux et de bourgs que comptent les seigneuries, fondée sur le nombre de noyaux mentionnés ou qu'il est possible de repérer dans les sources. Comme celles-ci ne sont pas toujours sans faille (omissions, confusion dans l'identification des villages, listes nominatives manquantes...), il faut, pour en arrêter le nombre exact, comparer les sources entre elles et ajouter aux chiffres précédents le nombre d'établissements dont on connaît l'existence par l'une ou l'autre source, mais dont le relevé manque dans la source de référence initiale. Réalisé pour la période 1815-1851, le calcul révèle alors quelques noyaux de plus en 1815 et en 1831 contre une cinquantaine de noyaux supplémentaires en 1851, ceci sans compter les petits établissements repérés dans le recensement de 1831, mais qui n'existaient probablement pas encore en 1815 et qui ont pu disparaître entre 1831 et 1851.

33. Évaluée uniquement sur la base des noyaux pour lesquels on dispose d'une information statistique dans les recensements (listes nominatives et copies agrégées), la population des bourgs dans les seigneuries dépasserait, selon nos dernières estimations, 46 000 habitants en 1831 et 88 000 en 1851-52, incluant celle des villages amérindiens (environ deux milliers à chaque recensement).

34. Et encore, il ne s'agit ici que d'une évaluation minimale, puisqu'elle ne porte que sur les grands équipements (moulins, tanneries, brasseries, distilleries, ...) que comptent les villages, seules données véritablement comparables d'un recensement à l'autre, et uniquement sur ceux dont on a raison de croire qu'ils se situent à l'intérieur des limites du bourg, ce qui élimine tous ceux qui se situent à proximité, mais à l'extérieur du périmètre recensé. Si on élargissait l'aire d'observation à un demi ou un kilomètre du bourg, le phénomène serait plus probant encore. Pour une démarche en ce sens, appliquée à la lecture des aires d'expression de la socio-économie villageoise, voir René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du XIX^e siècle », dans Séguin et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp.239-53.

Tableau 2 Les agglomérations de l'aire seigneuriale (1815-1851)

Taille	1815	1831	1851
Plus de 50 001 habitants			1
30 001-50 000			1
15 001-30 000	2	2	
5 001-8 000			
3 001-5 000		1	3
1 501-3 000	2		4
1 001-1 500		5	11
801-1 000	1	6	6
501-800	1	9	23
301-500		27	43
101-300	1	82	95
100 habitants et moins		71	68
Nbre d'agglomérations dont les données de population ne sont pas disponibles	46	10	54
Nbre total d'agglomérations	53	213	309

Sources: voir tableau 1.

village, s'ajoutent souvent un nombre imposant d'ateliers et de boutiques où travaillent jusqu'à la moitié, parfois davantage, des chefs de ménage. Sans doute ne s'agit-il encore que de petites entreprises familiales tournées vers la satisfaction des besoins locaux, mais que dire des fabriques de tabac, de chaises ou de chapeaux retrouvées dans certains gros villages, ou encore des brasseries, tanneries, distilleries, manufactures de toutes sortes... repérées dans d'autres, et qui déclarent parfois jusqu'à dix, vingt, trente employés au recensement de 1851-52? Que dire, surtout, des fonderies, des scieries ou des chantiers de construction navale que comprennent alors certains bourgs et qui peuvent en déclarer, eux, jusqu'à cinq et même dix fois plus à la même époque? Ne sommes-nous pas en présence ici d'entreprises d'un autre ordre, destinées au marché citadin et possiblement aussi au marché extérieur, et parfaitement capables, chacune à leur niveau, de créer et d'organiser les circuits, tant de la production que de l'échange? Le tableau 3 donne un exemple de la diversité d'entreprises rencontrée dans le périmètre intime des bourgs au milieu du XIX^e siècle. A travers ce panorama, c'est tout le passage de l'artisanat vers l'industrie que l'on sent et qui nous oblige à revoir d'un autre œil l'économie des campagnes.

Quant aux industries qu'accueillent les côtes, elles sont partout nombreuses et partout variées, mais dans des proportions qui varient d'une côte à l'autre, d'une paroisse à l'autre, et d'une région à l'autre. Certaines ont une existence très ancienne, qui remonte en certains cas jusqu'au Régime français³⁵; d'autres datent de la fin du XVIII^e siècle; la plupart, toutefois, sont contemporaines de l'époque étudiée. En 1815, elles se manifestent surtout sous la forme de moulins (à farine, à grain, à papier), de scieries et de fabriques de potasse et de perlasse. Mais s'y ajoutent aussi des brasseries, des tanneries, des moulins à fouler et à carder, des moulins à huile, qui deviendront bientôt des éléments importants du paysage,

35. On en retrouve la trace d'ailleurs dans diverses sources, dont les Aveux et Dénombrements de seigneuries de la première moitié du XVIII^e siècle. En outre, diverses études en témoignent, permettant même d'intéressantes comparaisons dans l'espace et dans le temps. Voir, notamment, les contributions de Maryse Thivierge : « Les artisans du cuir au temps de la Nouvelle-France, Québec 1660-1760 » et de Joanne Burgess, « Montréal, 1840-1870 : le passage de l'artisanat à la fabrique », dans Jean-Claude Dupont et Jacques Mathieu (éd.), *Les métiers du cuir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, 432 p.

Tableau 3 Les industries villageoises (1851-1852)*

Type	Mtl	T-Riv.	Québec	TOTAL	% Mtl	% T-Riv.	% Québec
Ateliers, boutiques, fabriques :							
alimentation	46	8	13	67	68.66	11.94	19.40
bois, meubles	23	1	8	32	71.88	3.13	25.00
construction	150	28	31	209	71.77	13.40	14.83
cuir	141	34	45	220	64.09	15.45	20.45
matériel de transport	28	2	16	46	60.87	4.35	34.78
métaux	179	30	107	316	56.65	9.49	33.86
vêtements	20	1	0	21	95.24	4.76	0.00
divers	15	0	5	20	75.00	0.00	25.00
Chantiers :							
carrières, briqueteries	0	0	8	8	0.00	0.00	100.00
construction navale	2	0	1	3	66.67	0.00	33.33
Moulins :							
à carder	17	4	21	42	40.48	9.52	50.00
à farine	31	4	29	64	48.44	6.25	45.31
à scie	28	7	38	73	38.36	9.59	52.05
divers	9	2	38	49	18.37	4.08	77.55
Autres :							
distilleries	5	0	0	5	00.00	0.00	0.00
potasseries	11	1	4	16	68.75	6.25	25.00
fonderies	9	1	2	12	75.00	8.33	16.67
manufactures diverses	9	0	4	13	69.23	0.00	30.77
tanneries	20	0	10	30	66.67	0.00	33.33
TOTAL	734	123	380	1 246	59.63	9.87	30.50

* Ne concerne que les 253 noyaux pour lesquels on dispose d'une information statistique dans le recensement.

Sources: Recensements du Canada, *Recensements des Canadas pour 1851-52* (version manuscrite).

aux côtés des fabriques et des manufactures que signalent les recensements. En 1831, leur nombre est déjà imposant; en 1851, elles seront plus nombreuses encore, et surtout, plus diversifiées.

Comment expliquer ce foisonnement de villages et d'industries à un moment où tout semble encore si largement dominé par l'économie agricole? D'abord, par la croissance de la population qui, en augmentant, accroît la demande en biens et en services. Ensuite, par la montée générale de l'économie de marché qui, en encourageant des associations nouvelles entre le monde des seigneurs et ceux du commerce, de l'industrie et des transports, favorise des initiatives nouvelles³⁶ qui seront, sinon à l'origine du village, du moins en bonne place dans son processus de croissance. En outre, par la disponibilité plus grande du capital, tant local qu'étranger. Enfin, par la disponibilité non moins grande de la main-d'œuvre,

36. Disposant du revenu de leur seigneurie, les seigneurs sont souvent des agents actifs d'implantation des industries rurales, d'autant plus qu'ils détiennent la propriété directe du sol; on cherche donc à se les associer avec au moins autant d'efforts qu'ils en mettent eux-mêmes à se trouver des partenaires avec qui développer leur fief. Mais à côté d'eux, on retrouve aussi des marchands, les artisans aisés et même des paysans, qui profitent de leurs ressources et de leur savoir-faire pour se lancer en affaires.

qui est non seulement abondante, mais prête économiquement et mentalement à répondre aux stimuli du marché et aux offres d'emploi qu'introduit l'industrie, surtout dans les secteurs où les sols sont moins favorables³⁷. Ajoutons à cela l'évolution de la technologie, qui privilégie désormais l'hydraulique et bientôt la vapeur (donc la concentration des industries dans l'espace, près des chutes ou des plans d'eau), et la logique des localisations industrielles, qui recherche les matières premières et le marché³⁸, et toutes les conditions sont réunies pour qu'on assiste à une croissance sans précédent des villages et de l'industrie rurale. Du moins jusqu'aux années 1840. Car par la suite, et en dépit d'un nombre croissant de noyaux, la croissance villageoise semble changer de rythme, tout comme celle de l'industrie rurale qui a tendance désormais à se redistribuer dans l'espace, pour se concentrer dans les villes et dans les plus gros bourgs. Il en résultera des tensions qui affecteront les conditions locales de croissance, et en particulier les rapports qui s'étaient établis jusque-là avec l'agriculture.

III — LES RAPPORTS AGRICULTURE-INDUSTRIE

Parmi les conditions définies par certains auteurs pour qu'émerge une situation proto-industrielle, figurent le développement d'une agriculture de type commercial et une symbiose agriculture-industrie. Qu'en est-il de la situation au Bas-Canada?

La population rurale agricole

Précisons tout d'abord qu'en dépit de tous les travaux réalisés sur l'agriculture du Bas-Canada, on ignore encore quelle part réelle de population s'y adonne sur une base permanente, par opposition à celle qui ne la pratique que comme une activité secondaire³⁹. Des témoignages montrent que cet écart fut parfois important⁴⁰, mais ils sont trop peu nombreux pour que l'on puisse, uniquement sur cette base, distinguer les vrais cultivateurs de ceux qui ne pratiquent l'agriculture que comme une activité d'appoint sans rapport avec leur domaine d'activité principal. La question pourtant est importante puisque c'est en comparant l'agriculture à elle-même que l'on pourra finalement juger de ses performances et de ses articulations au marché. Les recensements à cet égard peuvent fournir des indications intéressantes. Toutefois, comme leur contenu varie d'une année à l'autre, on est loin encore de pouvoir établir avec certitude la population rurale agricole. Tout ce que l'on peut en dire pour l'instant se résume à des approximations fondées sur les métiers ou professions relevés dans les listes. En 1831, par exemple, entre 60 % et 70 % des chefs de ménage se déclarent « cultivateurs », parfois moins, comme c'est le cas entre autres dans certaines paroisses de la plaine de Montréal où l'on observe même des distinctions entre les différents secteurs géographiques dénombrés (Tableau 4). En 1851, on n'en compte

37. Car sur les bonnes terres l'agriculture reste l'activité dominante, favorisée par des pratiques d'exclusion des enfants en surnombre au mariage, qui laissent à l'un d'eux (parfois à deux, en communauté) l'intégrité du « vieux bien », c'est-à-dire du lot de résidence familial.

38. Les villages aussi sont des marchés, tout comme la ville et les gros bourgs urbains, sans omettre les entreprises elles-mêmes qui, en plus d'être un débouché pour les produits agricoles et la main-d'œuvre disponible des côtes, encouragent parfois la création d'ateliers et de fabriques associées qui gonflent la demande locale.

39. Pour une position du problème, voir Courville, « Villages and Agriculture... », pp. 134s.

40. C'est le cas, par exemple, à Saint-Roch-des-Aulnaies, où Bouchette rapporte que sur les 390 familles dénombrées vers 1830, seulement 186 vivent de l'agriculture, Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of The Province of Lower Canada...*, Londres, Longman, Rees, Orme, Brown, Green, and Longman, 1832, non paginé, « St. Roch des Aulnais seigniory ».

plus que 40 % à 45 %. Toutefois, comme le recensement de 1831 n'enregistre que les chefs de ménage, sans leurs enfants dont plusieurs sont susceptibles d'occuper un autre métier, les données pour ce recensement se retrouvent artificiellement gonflées par rapport à celles de 1851, ce qui limite d'autant les moyens que nous avons d'établir la part réelle de population qui vit de l'agriculture. A en juger toutefois par le peu de « familles agricoles » et de « serviteurs-fermiers » enregistrés dans les listes, il semble que celle-ci soit beaucoup moins importante que celle estimée déjà par ceux qui voyaient dans la société rurale du Bas-Canada une société entièrement vouée au travail de la terre, et faisant de l'agriculture une activité refuge seule capable d'assurer sa survie. Par conséquent, on peut donc se demander dans quelle mesure les descriptions faites de cette activité valent, surtout dans les secteurs proches des villes et dans les régions les plus favorisées par le marché et l'industrie.

La question du marché

L'un des moyens longtemps retenus par l'historiographie pour juger de la performance des campagnes a été de l'analyser par le biais des exportations : la nature et le volume

Tableau 4 Répartition des cultivateurs dans le territoire seigneurial : l'exemple de la paroisse de St-Eustache en 1831

Secteur dénombré	Métiers déclarés		
	total	relatifs à l'agriculture	en % du total
Bourgs			
St-Eustache	155	4	2.58
St-Augustin*	40	13	32.50
Côtes			
des Anges	65	40	61.54
des Saints	13	13	100.00
du Lac	53	22	41.51
Grand-Chicot	106	71	66.98
Grande Fresnière	32	18	56.25
Grande-Côte	30	23	76.67
Montée des Binette	2	1	50.00
Petit Lac	22	19	86.36
Petit-Brûlé	90	54	60.00
Petit-Chicot	13	9	69.23
Petit-St-Charles	7	7	100.00
Petite Rivière du Chêne	105	53	50.48
St-Charles	14	9	64.29
St-Jean	29	21	72.41
St-Louis	63	46	73.02
St-Nicolas	9	7	77.78
Total bourgs:	195	17	8.72
Total côtes :	653	413	63.25
TOTAL PAROISSE :	848	430	50.71
Métiers non déclarés ou illisibles	14		

* Non identifié dans les listes de recensement.

Sources : Recensements du Canada, *Retours statistiques de la Province du Bas-Canada, 1831* (version manuscrite).

des expéditions devenant ici les critères par lesquels évaluer l'évolution et la qualité de la production. Sans nier l'intérêt de cette démarche qui éclaire les liens que la vallée du Saint-Laurent entretient avec l'extérieur⁴¹, il y a lieu de penser le problème différemment, pour le poser sur des bases qui respectent mieux la réalité vécue des campagnes. La démarche s'impose d'autant plus que la plupart des petits producteurs n'ont pas accès directement aux grands marchés. Or, même sous sa forme la plus primitive, l'agriculture dite de subsistance se nourrit d'échanges, pour satisfaire notamment ses besoins en numéraire et en biens de toutes sortes que commandent le ménage et la ferme. Il convient donc de se demander à quel marché cette activité peut concrètement avoir accès.

A la manière de Braudel autrefois qui suggérait de distinguer entre les différents « temps » de l'histoire, il y aurait lieu de distinguer ici entre différents ordres de marchés qui introduisent autant de paliers dans les formes que peut prendre ce que l'on appelle souvent indistinctement « l'économie de marché ». Certains renvoient au commerce extérieur, d'autres, à la demande intérieure, en pleine croissance à l'époque⁴². A l'échelle supérieure s'affirme d'abord *le marché nord-atlantique*, où dominent des exportations de fourrures, de blé et de bois, et des importations de boissons, d'épices, de vêtements, de tissus, de pièces d'équipements, et de produits ouvrés ou manufacturés; puis, à l'échelle immédiatement inférieure, *le marché continental* (Etats-Unis et Haut-Canada), où transitent du bois, des produits agricoles, des étoffes et les produits en provenance de la métropole; à une autre échelle encore, *le marché régional et urbain*, qui, à travers l'emprise croissante des marchands, génère une demande accrue en denrées agricoles, en bois, en produits artisanaux et en produits ouvrés ou manufacturés; à l'échelle locale, enfin, *le marché villageois*, qu'animent des foires hebdomadaires, mensuelles ou saisonnières, et *la multitude de petits marchés diffus* qu'entraîne la montée de l'exploitation forestière et de l'industrie rurale.

Tous ces marchés n'ont pas la même ampleur, ni les mêmes organisations. Tous ne présentent pas non plus le même intérêt pour le producteur, les uns offrant plus de garanties à court terme, les autres, au contraire, plus de risques. Comparée au blé, par exemple, dont le prix est sujet aux fluctuations de la demande sur les marchés internationaux, la production d'orge, d'avoine ou de pommes de terre pourra paraître plus attrayante, parce que plus directement reliée aux besoins locaux ou régionaux. Que dire alors des produits que l'on écoule au village, à la ville, ou auprès de marchands ou d'entreprises bien insérés dans la communauté locale?

Les données manquent pour apprécier l'ampleur de la demande intérieure. A considérer toutefois la croissance de la population urbaine et villageoise, celle des engagés du commerce, de l'industrie, du bâtiment, des services, des transports..., on peut se demander dans quelle mesure l'agriculture ne satisfait que des besoins domestiques, surtout quand le volume des récoltes dépasse les besoins du ménage. En outre, l'on sait, par les témoignages de l'époque, quelle demande introduisent certaines entreprises, notamment dans le domaine des aliments et des boissons; peut-on croire que cette demande n'est satisfaite que depuis l'extérieur? On a pourtant l'exemple du contraire avec les brasseries et

41. Et ces liens sont nombreux, perceptibles aussi bien par l'historien que par l'archéologue. Dans une communication orale au CELAT (Séminaire scientifique de 1984-1985), Marcel Moussette, par exemple, a montré comment, par l'analyse de la provenance et de la diversité du matériel retrouvé dans les sites, on pouvait les dater. Il concluait alors à des échanges importants et nombreux, susceptibles d'effets sur le plan culturel.

42. Serge Courville et Normand-Séguin, *Le monde rural québécois au XIX^e siècle*. Brochure de la Société historique du Canada (à paraître).

les distilleries du village de Sainte-Thérèse, qui, selon Joseph Bouchette, fournissent aux habitants de l'endroit « an excellent market for the sale of their barley and rye »⁴³. Ces adaptations pourront prendre plusieurs formes, mais toujours elles laisseront l'impression d'une activité intégrée qui répond assez bien à la demande, une fois saisis les risques qu'encourt la quasi-monoculture du blé quand surviennent les difficultés.

Cela ne veut pas dire que l'on assiste alors au progrès général de l'agriculture et à sa parfaite intégration à l'économie de marché : des malaises existent, qui limitent sa croissance (accidents climatiques, augmentation des prix du sol, prélèvements accrus des seigneurs et du clergé...). Mais c'est qu'en dépit des freins imposés à ses performances, celle-ci se développe, en une gamme variée de profils que confirme de plus en plus l'historiographie récente⁴⁴ et qui nuancent l'impression d'uniformité laissée pendant longtemps par la littérature scientifique. De fait, les situations s'avèrent très diverses, certains producteurs obéissant plutôt à la demande extérieure, d'autres, à la demande intérieure, selon la conjoncture et les facilités du moment, avec tous les avantages et les inconvénients que cela peut comporter. Aussi, à côté de ceux qui réussissent à se tailler une place enviable et à acquérir de vastes exploitations, y a-t-il ceux qui ne réussissent qu'à consolider le genre de vie traditionnel et, entre les deux, tous ceux qui, sans atteindre des niveaux comparables aux premiers, atteindront des seuils d'aisance que bien des paysans européens envieraient.

L'une des clés de compréhension de certains de ces succès réside dans les articulations nouvelles qui unissent l'agriculture à l'industrie, vues sous l'angle de l'approvisionnement des entreprises locales en matières premières. Pour le petit producteur, c'est souvent là, avec la foire et le marché de ville ou de village, le palier de marché le plus facilement accessible et sans doute aussi le plus rentable, parce que soumis à moins d'intermédiaires. Il convient donc qu'on s'y attarde, d'autant plus que dans certaines régions, celle de Montréal notamment, on assiste à une montée rapide des industries rurales. C'est ce vers quoi s'orientent nos travaux actuels, qui visent à découvrir les manifestations spatiales de ces articulations, par l'étude des correspondances existant dans l'espace entre les lieux d'implantation des industries rurales et les aires de répartition de certains élevages ou de certaines cultures à finalité possiblement commerciale, le tout colligé depuis des données recueillies à l'échelle du rang et mis en rapport avec la montée villageoise et les densités humaines qu'accueillent les basses-terres⁴⁵. En effet, comme on ne retrouve pas ici de demande semblable à celle qu'introduit le marché international du textile pour l'Europe (encore que l'on puisse croire que le blé, la potasse, l'orge, l'avoine, le foin, les chevaux, le bœuf et le lard salé..., écoulés sur le marché impérial et sur les marchés américain et haut-canadien procurent des revenus intéressants...), c'est vers le marché intérieur surtout qu'il faut se tourner pour comprendre les rapports qui unissent l'agriculture au marché.

La main-d'œuvre

Deuxième volet des rapports agriculture-industrie : la main-d'œuvre. Dans son article sur les Forges du Saint-Maurice, Roch Samson a bien montré quels liens unissait cette

43. Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary...*, « Mille Isles and Augmentation ».

44. Voir, entre autres, la thèse d'Alan Greer, qui montre bien la vocation céréalière de certaines paroisses du Richelieu : *Peasant, Lord, and Merchant, Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*. Toronto, University of Toronto Press, 1985; voir aussi les travaux de Christian Dessurault et de Mario Lalancette, sur Saint-Hyacinthe et La Malbaie, parus dans Séguin et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp. 39-49 et pp. 63-77.

45. Cette recherche, placée sous ma direction, porte sur les seigneuries de la région de Montréal; elle est financée par le Fonds F.C.A.R. et associée Normand Séguin dont les travaux sur la Mauricie sont d'utiles bases de comparaison.

entreprise à la paysannerie locale : « D'entrepreneurs fournisseurs indépendants qu'ils étaient au 18^e siècle, ils sont devenus des employés salariés permanents utilisant désormais des moyens de travail, dans le cas des charretiers notamment, fournis par l'entreprise et exécutant divers travaux dans le contexte de leur permanence sur le site »⁴⁶. Cette situation vaut sans doute pour beaucoup d'entreprises et beaucoup de secteurs géographiques, notamment dans la région de Montréal où la montée des industries rurales est la plus vive et la mieux servie par la croissance villageoise. Profitant des possibilités nouvelles d'emploi que crée l'industrie, beaucoup d'habitants ou de fils d'habitants trouvent là des occasions de travail qui, outre les revenus qu'elles procurent, délestent d'autant le poids démographique des fermes. Tantôt, il ne s'agit que d'emplois temporaires, saisonniers le plus souvent, ou de contrats d'approvisionnement, mais tantôt aussi, d'emplois salariés permanents qui entraînent une rupture durable avec l'agriculture. Les recensements ne fournissant pas de relevés du nombre d'employés par entreprise avant le milieu du siècle, il n'est pas facile d'apprécier l'ampleur réelle du phénomène. Toutefois, à considérer le nombre croissant d'industries dans les campagnes, la poussée d'artisans et de journaliers enregistrée à l'époque, la place occupée par ceux-ci dans la population active du village, et leur répartition autour des lieux où se concentrent les industries rurales⁴⁷ (notamment dans les paroisses moins bien nanties du point de vue agricole, celles de la région nord de Montréal, par exemple, comparées à celles du Richelieu où l'on observe une plus grande symbiose journaliers/agriculture), il semble que ce phénomène soit majeur, conduisant plus d'un cultivateur ou d'un fils de cultivateur à profiter des activités d'entretien et de service que ces industries commandent, ou à opter pour un emploi plus permanent qui les amène à quitter leur ancien métier. En 1851, ce passage est sur le point de s'achever, beaucoup d'entreprises nécessitant alors une main-d'œuvre nombreuse pouvant atteindre plusieurs dizaines, voire centaines d'employés. Mais c'est sans compter tout l'emploi secondaire que génère l'industrie et qui, à la différence du précédent, s'effectue de manière plus diffuse dans l'espace. On en a un exemple avec l'artisanat domestique : lui aussi doit être pris en compte dans les rapports agriculture/industrie.

L'artisanat domestique

En effet, comme l'agriculture, l'artisanat familial⁴⁸ a souvent été vu comme une activité consacrée presque uniquement à la satisfaction des besoins domestiques. Sans nier cette fonction qui renvoie à la notion d'auto-suffisance relative des ménages, on peut se demander s'il n'y a pas lieu aussi de l'ouvrir à une autre dimension plus en rapport avec la demande qu'introduisent le marché et les industries locales.

Le premier indice vient des productions de la ferme, quand elles sont analysées sur une base nominative et non plus à partir de données moyennes agrégées par paroisse.

46. Samson, *Une industrie...*, p. 101.

47. Courville, « Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec, 1815-1851 », dans Séguin et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp. 205-219. Outre différentes planches montrant les correspondances qui s'établissent dans l'espace entre les journaliers et les industries rurales — l'exemple concerne la paroisse de Saint-Eustache en 1831 — on y trouvera une discussion de l'hypothèse de Maurice Séguin sur l'importance présumée de la population rurale agricole vers le milieu du XIX^e siècle. Voir Maurice Séguin, *La Nation « canadienne » et l'agriculture (1760-1850)*. Trois-Rivières, Les Éditions Boréal Express, 1970, 279 p.

48. A ne pas confondre avec le travail de l'artisan qui, au contraire du précédent, s'effectue en atelier ou en boutique, avec un équipement plus ou moins spécialisé, et qui procure l'essentiel des revenus du ménage. Par artisanat familial, il faut entendre le travail effectué à la maison (la ferme, par exemple), sans équipement ou avec un équipement moins spécialisé, qui mobilise l'un ou l'autre des membres du ménage, et qui ne procure généralement que des revenus d'appoint.

Comme en Europe, la production de laine et d'étoffe (flanelle, étoffe foulée, et toile) connaît ici une large diffusion, se retrouvant aussi bien chez les petits producteurs que les gros, mais avec des écarts parfois assez considérables de l'un à l'autre (les chiffres varient de quelques verges à près d'une centaine, parfois plus, selon les ménages et les paroisses), les grandes fermes (mais non nécessairement les grands ménages) ayant tendance à produire davantage que les petites. En outre, et bien que la plupart des ménages déclarent de telles productions, nombreux sont ceux aussi qui n'en déclarent pas, ce qui nuance l'idée reçue de l'origine presque exclusivement domestique du vêtement paysan. Enfin, il n'y a pas nécessairement de correspondance entre les déclarations de laine et d'étoffes et les déclarations relatives à l'élevage du mouton ou aux cultures de lin et de chanvre, ni entre les quantités déclarées et la taille du cheptel ou le volume des récoltes, beaucoup de producteurs déclarant les unes sans les autres, ou des productions supérieures à celles que leur autoriserait normalement leur exploitation. Tout se passe comme si l'on assistait ici à des phénomènes locaux de spécialisation, certains ménages produisant les matières premières à partir desquelles d'autres fileront ou tisseront. L'hypothèse peut sembler osée, mais si on considère la place qu'occupent les métiers féminins dans les recensements, elle n'a rien d'excessif, d'autant moins que plusieurs chefs de ménage sont des femmes qui, même détentrices d'une terre, ne l'exploitent pas ou très peu, tirant leur revenu d'une autre forme de travail.

C'est le deuxième indice, qui réfère celui-là à l'état marital et au profil socio-professionnel de la population qui habite les côtes et les bourgs. En 1831 et en 1842, seuls les chefs de famille ou de ménage sont enregistrés; pourtant, nombreuses sont les veuves qui se déclarent fileuses, couturières ou tisseranes. En 1851, les relevés sont plus précis, laissant voir aussi quantité de jeunes filles ou de jeunes femmes qui déclarent des métiers relatifs à la mode ou à la fabrication des vêtements (fileuses, brodeuses, modistes, couturières...). Comme il s'agit ici de personnes vivant encore dans le ménage, on peut supposer qu'elles pratiquent un travail rémunéré qui n'a rien à voir avec les besoins domestiques. On en a un exemple avec le village de Saint-Eustache en 1851, où s'activent plus d'une vingtaine de modistes et de couturières ainsi réparties dans les ménages. On en a un autre, plus significatif encore, avec celui de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, où l'on retrouve près d'une soixantaine de brodeuses occupées à du travail sur écorce de bouleau avec poils d'original; considérant la population de ce village à l'époque (environ 600 habitants), c'est sans doute vers le marché extérieur que cette production est destinée, encourageant des liaisons nouvelles avec la ville et probablement aussi avec l'industrie.

Quant au troisième indice, il est fourni par la finalité même des recensements : sachant qu'ils n'enregistrent qu'un type d'information, celle qui intéresse l'Etat, on peut se demander dans quelle mesure celui-ci se préoccupe du vêtement domestique, c'est-à-dire des quantités de laine ou d'étoffes produites pour vêtir la famille? N'est-ce pas là plutôt un signe de l'intérêt qu'il porte au développement industriel et à ses possibilités d'approvisionnement, donc de croissance? Si cela était, il faudrait modifier non seulement notre vision de l'artisanat familial, mais également celle de son outillage.

Dans une récente communication présentée au CELAT, le professeur Henry Glassie⁴⁹ a longuement insisté sur la nécessité d'interroger le contexte pour comprendre l'objet, et non l'inverse. On peut se demander ce qu'il en fut, par exemple, du rouet ou du métier à tisser au Québec. Perçus, souvent, comme des outils investis d'une finalité domestique,

49. Henry Glassie, *La recherche en culture matérielle aux Etats-Unis et au Canada*. Séminaire scientifique du CELAT, novembre 1986.

ils ont contribué à projeter de la société rurale du Bas-Canada une image comme celle que nous dénoncions plus haut, et cela, sans que l'on s'en rende toujours très bien compte tant était forte la conviction que tout devait se localiser le long d'un continuum allant des sociétés les plus primitives aux plus évoluées. L'ère industrielle et urbaine au Québec ne s'étant amorcée que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, avec les progrès du capital et de la technologie, tout ce qui était venu avant fut perçu d'un autre âge, incluant les machines artisanales jugées impuissantes à s'insérer dans les circuits de la production, la vraie!

On peut voir les choses autrement et concevoir le rouet et le métier à tisser comme des moyens de production dont la famille se pourvoit pour filer la laine et fabriquer les étoffes demandées par le marché. Ce n'est plus l'objet ici qui informe, mais le contexte économique et social qui renvoie à un type de société plus ouverte aux échanges que celle entrevue jusqu'ici. De là à expliquer la présence de ces machines à la maison, ou la multiplication de celles-ci dans certains ménages, il n'y aurait peut-être qu'un pas que permettrait de franchir l'étude des inventaires de biens si elle était entreprise sous cet angle. De là aussi à retrouver d'autres fonctions aux cuisines ou aux pièces communes, il n'y aurait peut-être, encore là, qu'un pas qu'autoriserait l'étude des faits de production si elle était réalisée à l'échelle du ménage.

Sans doute assiste-t-on dans les faits à une coexistence des fonctions d'échange et de subsistance, mais à côté des ménages qui ne voient dans le travail rural domestique qu'un moyen d'arrondir les revenus du ménage, il y a aussi ceux qui en feront bientôt leur principal moyen de subsister. Leurs membres ne seront plus alors des travailleurs familiaux qui répondent à une demande saisonnière ou sporadique, mais de véritables salariés qui en tireront des revenus plus ou moins substantiels, en attendant d'aller grossir les rangs des journaliers, des employés des services, du bâtiment ou des transports, ou ceux, encore, des employés d'ateliers, de boutiques ou de fabriques où ils seront engagés à titre de « fileurs » ou « weavers », ou, s'il s'agit de femmes, de « brodeuses », de « couturières » ou de « modistes ». Et cela, sans compter tous ceux qui deviendront apprentis en espérant un jour accéder au rang d'artisan.

Les inconnues

Cela dit, et même si ce qui précède fournit d'importants indices sur les changements que connaît la vallée du Saint-Laurent dans la première moitié du XIX^e siècle, il reste beaucoup d'inconnues sur le sens et la nature de tous ces changements, et sur leurs répercussions possibles aux plans économique et social, et à celui, plus large, de la culture. Par exemple, dans quelle mesure le village peut-il être considéré comme un prélude à la ville? Dans quelle mesure aussi la montée des industries rurales identifie-t-elle une situation proto-industrielle? Observe-t-on ici comme en Europe des changements dans les régimes et les comportements démographiques? Combien de familles paysannes participent au travail rural domestique, et lesquelles? Quels revenus ce travail procure-t-il? Entraîne-t-il une modification dans la division traditionnelle du travail non seulement entre les sexes, mais aussi entre les âges? Quelles en sont les effets sur les attitudes et les comportements individuels et familiaux? Autant de questions auxquelles il n'est pas encore possible de répondre, la recherche s'étant orientée dans d'autres directions. Tout au plus pouvons-nous en discuter brièvement quelques-unes, moins pour tenter de les résoudre que pour en dégager des pistes éventuelles de travail.

La première concerne la croissance villageoise de la première moitié du XIX^e siècle au Bas-Canada : dans quelle mesure définit-elle une étape dans la montée du fait urbain?

Considéré souvent comme un produit de la campagne, le village l'a été beaucoup moins comme un produit de la relation ville-campagne, un relais dans le territoire de l'économie et des valeurs urbaines. Des indices existent pourtant, qui montrent que son expansion n'est pas uniquement à relier au processus normal de maturation des campagnes; au contraire, elle coïncide même, dans le temps, avec celle de toutes les contrées du monde où s'affirme la montée d'une économie de marché, à commencer par la Nouvelle-Angleterre⁵⁰ où, à côté d'une croissance urbaine qui s'accélère, on enregistre une progression similaire du nombre de villages entre 1780 et 1840. Certes, la comparaison ici ne tient qu'à demi, en raison des écarts de population et de richesse qui séparent les deux territoires, mais on peut se demander jusqu'où vont ces différences quand sont pondérés les effets de taille reliés à ces écarts, surtout dans la région de Montréal où domine une importante ville-marché et où tant de bourgs deviendront, dans la seconde moitié du siècle, de petites villes industrielles?

La deuxième concerne cette assertion de plusieurs auteurs qui ont vu dans la proto-industrialisation « un enfant de la pauvreté » : faute de terre et sans mentalité capitaliste, les paysans semi-prolétarisés tendraient à s'appauvrir et à rester pauvres, victimes d'un système de production qui leur fait perdre le profit de leur travail aux mains des entrepreneurs urbains. Dans quelle mesure cette hypothèse convient-elle au Bas-Canada, quand on sait les différences qui séparent le contexte européen du contexte nord-américain? Se peut-il que les systèmes de production ici soient différents et que, sans parler d'enrichissement, le travail rural domestique procure des revenus qui puissent contribuer à une certaine amélioration des niveaux et des conditions de vie? Cela pourrait peut-être expliquer pourquoi, par exemple, tant de ménages déclarent des productions de laine et d'étoffe dans les recensements et ce, quelle que soit leur taille.

De la même manière, sachant le rôle que jouent la ville et l'entrepreneurship urbain dans la montée de l'industrie rurale, quelle place accorder au village et à l'entrepreneurship local dans cette expansion? Se peut-il qu'elle soit plus importante qu'on est porté à le croire parfois? Pensons ici à tous ces gros bourgs qui contribuent eux aussi à structurer la campagne. Pensons aussi à tous ces marchands et à tous ces petits capitaines d'industrie bien insérés dans la communauté locale et très en mesure d'y exercer leurs contrôles⁵¹. Pensons enfin à ces seigneurs qui se reconvertissent à l'industrie rurale : non seulement profitent-ils du revenu de leur seigneurie pour y implanter, seuls ou avec des bailleurs de fonds venus des villes ou d'ailleurs, des scieries, des filatures, des fabriques de matériel de transport..., mais aussi de toutes les possibilités de main-d'œuvre que leur offre leur seigneurie. Beaucoup iront même jusqu'à modifier les clauses traditionnelles des contrats de concession pour y introduire des redevances en nature visant leur approvisionnement en matières premières. C'est le cas, entre autres, de ceux qui possèdent des scieries et qui exigent souvent des redevances en bois. Qu'en est-il de ceux qui possèdent des filatures, des tanneries, ou encore des moulins à blé ou à grain?

Il en va de même avec les conséquences démographiques et sociales de la proto-industrialisation : elles sont sans doute nombreuses, mais tout aussi complexes à analyser⁵².

50. Voir J.S. Wood, « Elaboration of a settlement system : the New England village in the federal period », *Journal of Historical Geography*, 10, no 4, (1984), pp. 331-56.

51. On en trouvera des exemples dans Hardy et Séguin, *Forêt et société...*

52. Voir la critique qu'en font notamment Houston et Snell; « Proto-Industrialization? Cottage industry... », pp. 486 s.

D'une part, parce que la documentation risque ici de faire défaut⁵³, ensuite parce que trop de situations divergent, conduisant à des comportements très souvent opposés qui interdisent toute formalisation. On en a un exemple avec l'âge au mariage : se fondant sur la force de travail que représentent les enfants, certains auteurs veulent qu'on les garde le plus longtemps possible dans la famille (ce qui a pour effet d'accroître la taille des ménages et l'autorité du père), alors que d'autres, se basant plutôt sur les revenus que procure l'industrie, y voient un motif de mariage précoce (ce qui a pour effet de réduire les maisonnées et d'augmenter le taux de nuptialité et le taux de natalité, sans parler des changements d'attitudes et de comportements enregistrés au niveau de la famille et du ménage⁵⁴).

Encore là, qu'en est-il de la situation au Bas-Canada? Les données manquent pour vraiment l'apprécier. Tout ce que l'on peut en dire pour l'instant se résume à peu de choses, sinon que les maisonnées sont en général plus élevées sur les fronts pionniers que dans les paroisses riveraines, avec une gradation allant de la région de Montréal vers celle de Québec et des rives du fleuve vers l'intérieur des terres⁵⁵, et que parmi la population villageoise on compte beaucoup de célibataires et beaucoup de femmes déclarant un métier. C'est peu sans doute pour résoudre le problème, mais suffisamment pour le poser car on y compte aussi beaucoup de jeunes couples autonomes, où chacun des conjoints déclare un métier.

CONCLUSION

Que dire en conclusion, sinon qu'en dépit de ces inconnues, s'impose ici l'image d'une société paraissant assez bien intégrée à son contexte et de plus en plus marquée par la montée du fait urbain et industriel? C'est le cas, entre autres, dans la région de Montréal où domine une importante ville-marché et où le nombre de bourgs et d'industries rurales est le plus imposant. Mais même ailleurs on observe des phénomènes similaires, dans des proportions moindres sans doute, mais qu'on ne peut ignorer⁵⁶.

Certes, le village n'est pas encore la ville, et ses entreprises ne sont souvent que d'humbles fabriques ou de petits ateliers familiaux. Mais parce qu'il définit un phénomène dense et qu'il réunit, selon les endroits et les époques, jusqu'à 20 %, 30 % ou 40 % des ruraux, et jusqu'au quart ou au tiers des industries qu'accueille la campagne, il contribue comme la ville à transformer le paysage économique et social des campagnes. Surtout, il offre de l'emploi sous des formes qui, tout en permettant la consolidation des genres de vie traditionnels, répondent aux besoins nouveaux qu'introduit le marché. En même temps, il apporte une solution commode aux exclus de l'agriculture qui, pour des raisons financières ou de manque relatif de terres, ne peuvent s'établir sur une ferme. Enfin, parce qu'il offre une vie somme toute plus facile, il favorise la rupture avec une activité qui de toute façon se transforme sous l'effet du marché.

Cela étant, les situations individuelles demeurent pourtant très diverses et ce ne sont pas tous les ménages qui profitent ainsi de la montée du marché et de l'industrie : la règle

53. Par exemple, les seuls grands fichiers de population disponibles au Québec ne sont exploités que pour le Régime français ou sur une base régionale (les plus importants sont ceux du Programme de démographie historique de l'Université de Montréal et de SOREP à l'Université du Québec à Chicoutimi). Quant à nos propres travaux, ils ne valent que pour la population qui habite les bourgs et encore bien imparfaitement puisque fondés sur les seules données de recensement.

54. Modification de l'image du père, des divisions traditionnelles du travail entre les sexes, etc.

55. Courville, « Villages and Agriculture... », pp. 128 s.

56. Hardy, Lanthier et Séguin, « Les industries rurales... », dans Séguin et Lebrun (éd.), *Sociétés villageoises...*, pp. 239-53.

de Chayanov⁵⁷ s'applique ici comme ailleurs. Mais on comprend mieux pourquoi dans certains secteurs géographiques précis l'agriculture se consolide et croît, et pourquoi ailleurs elle se désagrège. C'est que le problème doit être posé à plusieurs niveaux : celui de la demande qu'introduit l'industrie et dont profitent les cultivateurs qui disposent des moyens de production suffisants pour y répondre, celui de l'emploi qu'elle génère, et celui de la place qu'occupe cet emploi dans le contexte particulier de la famille ou du ménage. Pour beaucoup c'est là une occasion d'accroître les revenus, qui pourront alors être investis dans la ferme; pour d'autres, une façon de boucler le budget; et pour d'autres encore, un moyen de subsister. Mais quelle qu'en soit la cause, les conséquences sont les mêmes : par delà les inévitables différences qui distinguent les régions et les ménages entre eux, on fait l'apprentissage de nouveaux métiers, de nouvelles formes d'habitat et surtout, de nouvelles valeurs. C'est toute la montée vers la ville qui se trouve ainsi préparée et, avec elle, les changements qui conduiront aux mutations de l'ère industrielle et urbaine. C'est pourquoi faire des constructions folkloriques traditionnelles des témoins du passé conduit tout droit à des impasses; c'est non seulement la réalité historique ici qui est en cause, mais les fondements mêmes de la culture, qui ne sont plus alors que le reflet d'un discours.

57. Pour Chayanov, la rationalité des paysans qui s'adonnent au travail industriel serait plus axée sur un esprit d'auto-suffisance et de conservation que sur un esprit de gain. En contexte économique favorable, la production se limite donc aux gains jugés suffisants pour assurer la subsistance, tandis qu'en contexte économique défavorable, on redouble d'ardeur, jusqu'à s'auto-exploiter pour survivre. Voir la présentation qu'en fait Samson, *Une industrie...*, p. 89.